



**19<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'homme**

**Coopération technique et services consultatifs en République démocratique du Congo  
Intervention de S.E. M. Jean Feyder, Ambassadeur, Représentant Permanent du  
Luxembourg (Genève, le 21 mars 2012)**

Madame la-Présidente,

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne.

Ma délégation remercie le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour son rapport et souhaiterait se concentrer sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo. A cet égard, je saisis cette opportunité pour remercier la Fédération Internationale des droits de l'homme d'avoir organisé, en marge de cette session, un événement parallèle sur le procès emblématique lié à l'assassinat de Floribert Chebeya et de son chauffeur Fidèle Bazana.

Le Luxembourg se félicite des efforts consentis par le gouvernement de la République démocratique du Congo en matière de promotion des droits de l'homme, notamment en vue de lutter contre l'impunité et de renforcer les institutions étatiques. Il salue également l'adoption de la loi érigeant la torture en infraction, tout comme la traduction en justice de soldats et d'officiers des Forces armées et de la Police nationale congolaise.

Ces progrès sont hélas insuffisants. Le Luxembourg reste préoccupé par la persistance des violations des droits de l'homme, surtout à l'Est du pays, tout comme par la faiblesse structurelle de ces institutions, en particulier du système judiciaire et des forces de sécurité.

Il invite le gouvernement de la RDC à redoubler d'efforts afin :

- d'arrêter le nombre toujours effrayant de violences sexuelles et de viols ;
- de traduire en justice, au-delà du procès de la cour militaire et de son jugement, toutes les personnes impliquées dans le meurtre de Floribert Chebeya et son chauffeur ;
- de mettre un terme aux violations des droits de l'homme commises contre des opposants politiques, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme.

Tout en saluant l'augmentation des dépenses en faveur de la santé et de l'éducation, le Luxembourg reste cependant préoccupé par la situation des droits économiques, sociaux et culturels en RDC. Il invite le gouvernement à agir, conjointement avec la communauté internationale, pour améliorer le respect des droits à l'alimentation, à la santé et à l'éducation dont de larges secteurs de la population restent privés.

Le Luxembourg souhaite enfin que le gouvernement de RDC puisse renforcer sa coopération avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme et que ce Conseil reste saisi de la question.